

Études internationales



Bélal, Abdel Aziz, *L'Investissement au Maroc (1912-1964)* (Coll. « Économie du développement », Faculté de Grenoble, Éd. Mouton, 1968, 424 p.).

Antoine Ayoub

Volume 1, numéro 3, 1970

Les relations Canada-Europe : aspects culturels

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/700042ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/700042ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (imprimé)

1703-7891 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Ayoub, A. (1970). Compte rendu de [Bélal, Abdel Aziz, *L'Investissement au Maroc (1912-1964)* (Coll. « Économie du développement », Faculté de Grenoble, Éd. Mouton, 1968, 424 p.).] *Études internationales*, 1(3), 89-89.
<https://doi.org/10.7202/700042ar>

Tous droits réservés © Études internationales, 1970

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

<https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

éru
dit

Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche.

<https://www.erudit.org/fr/>

BÉLAL, Abdel Aziz, *L'Investissement au Maroc (1912-1964)* (Coll. « Économie du développement », Faculté de Grenoble, Éd. Mouton, 1968, 424p.).

En partant de la variable stratégique « investissement », A. A. BÉLAL nous retrace patiemment et méthodiquement l'évolution de toute l'économie marocaine depuis 1912 (date de l'instauration du Protectorat) jusqu'en 1964 (dernière année du Plan quinquennal du Maroc indépendant). Mais sa recherche — et c'est là son intérêt — a su éviter l'écueil de l'économie descriptive pour s'intéresser aux vrais problèmes économiques qu'un pays jadis dépendant rencontre au lendemain de son indépendance.

Pour engager le pays dans une politique de développement cohérente, rentable et « significative », il faut non seulement établir le « bilan » de la dépendance politique sur le plan économique (thème de la première partie de l'ouvrage), il faut aussi et surtout dire comment et par quelles méthodes le pays peut donner un contenu effectif et réel à son indépendance politique (thème de la seconde partie).

Il va sans dire qu'on ne peut que très difficilement soulever avec efficacité de tels problèmes sans avoir une idée directrice à la base ; sans thèse à défendre ; bref, sans appareil théorique solide. Manifestement, notre auteur n'en manque pas et il nous le confirme tout au long de son étude.

En dernière analyse cet appareil théorique repose sur deux conceptions intimement liées : — La première est que « l'économie dominante » (politiquement et économiquement) tout en détruisant les structures traditionnelles de « l'économie dominée » ne l'engage nullement dans la voie d'une croissance auto-entretenu, cumulative et durable. Au contraire. La « satellisation » de la périphérie envers la Métropole est le premier et le plus profond résultat à attendre du choc colonial. Cette satellisation peut, d'ailleurs, revêtir diverses formes allant du monétaire et de l'économique à l'intellectuel et au culturel.

Toute la masse d'information statistique et historique, toute l'importante documentation que l'auteur utilise sont, ainsi, mises à profit pour soutenir cette thèse. L'analyse de l'origine, de l'importance, de la destination et du rendement (sur le plan de l'économie nationale) de l'investissement sert, d'une part, à démontrer l'impossibilité et l'improbabilité d'une crois-

sance transmise par la Métropole et, d'autre part, la nécessité d'une croissance construite de l'intérieur.

— La construction interne de la croissance suppose — et c'est là le second concept analytique — une nouvelle stratégie du développement qui prend comme point de départ la rationalisation des décisions économiques concernant d'abord le dégagement d'un surproduit social ensuite sa mobilisation au service du développement et enfin l'établissement de critères d'investissement se fondant sur la maximisation de l'avantage collectif social et non du profit privé. Le cadre de ce triptyque étant, évidemment, le Plan qui assure la cohésion et la rationalité des décisions des unités macro-économiques et spécialement de « l'unité de ces unités » : l'État.

C'est à la lumière de ce second concept que l'auteur analyse la politique du développement économique du Maroc depuis l'indépendance en indiquant, là où il convient, les lacunes et les problèmes de cette politique et en ne perdant jamais de vue le fil conducteur de sa recherche qui est le rôle de l'investissement dans le développement économique.

Il faut noter, toutefois — et c'est la seule critique qu'on peut adresser à l'auteur — l'absence presque totale de référence aux théoriciens modernes du calcul économique en régime planifié. Une tentative d'application au cas de l'économie marocaine des théorèmes d'un Kantorovitch, d'un Nemtchinov ou d'un Kornai concernant l'optimum économique et les calculs de l'efficacité des investissements à court et long terme aurait accentué plus encore l'aspect analyse économique sur lequel l'auteur insiste, à juste titre d'ailleurs, et aurait fourni l'occasion d'une confrontation pleine d'intérêt entre les méthodes modernes de planification et les réalités économiques des pays sous-développés.

Ceci ne nous fait évidemment pas oublier la dimension politique de toute la stratégie du développement. Dans ce sens, l'auteur a parfaitement raison d'écrire : « la solution des problèmes de l'investissement dans les pays nouvellement indépendants ne saurait être ramenée à de simples choix techniques entre diverses variantes. Elle débouche au contraire sur des choix et des décisions éminemment politiques... »

ANTOINE AYOUB,
département d'Économie,
université Laval.